

Les minorités au Québec de Julien Bauer, Montréal, Boréal,
Collection Boréal Express, 1994, 126 p.

Marie McAndrew

Numéro 27, printemps 1995

L'élection fédérale canadienne de 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040383ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040383ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1189-9565 (imprimé)

1918-6592 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

McAndrew, M. (1995). Compte rendu de [*Les minorités au Québec* de Julien Bauer, Montréal, Boréal, Collection Boréal Express, 1994, 126 p.] *Revue québécoise de science politique*, (27), 257–260. <https://doi.org/10.7202/040383ar>

Les minorités au Québec.

de Julien Bauer, Montréal, Boréal, Collection Boréal Express, 1994, 126 pages.

Dans le débat actuel qui oppose divers secteurs des sociétés canadienne et québécoise sur l'avenir de l'immigration et l'évolution des politiques publiques relatives à l'intégration et au pluralisme culturel, une réflexion bien informée, facilement accessible et synthétique s'avère nécessaire. L'ouvrage de Julien Bauer, qui trace un vaste portrait historique, social et politique de la présence des minorités au Québec et des réactions diverses qu'elle a suscitées, notamment sur le plan institutionnel, est donc susceptible de constituer *a priori* un instrument de vulgarisation utile tant pour les néophytes qui désirent s'initier à une nouvelle réalité que pour les étudiants, décideurs et universitaires qui ont besoin de disposer rapidement de données généralement dispersées sous plusieurs disciplines.

Les minorités au Québec aborde, en effet, successivement, des enjeux aussi diversifiés que les débats entourant la définition du concept de minorités au plan international et national; les politiques d'immigration canadienne et québécoise et leurs conséquences sur les minorités; les droits de la personne et les législations et pratiques auxquelles ils ont donné lieu; les activités gouvernementales à l'égard des minorités, notamment dans le

domaine de l'éducation et des affaires sociales; les politiques de gestion de la diversité culturelle, telles le multiculturalisme canadien et la «convergence culturelle québécoise» (sic) ainsi que divers éléments de prospective que l'on peut dégager des approches émergentes dans le domaine.

L'ensemble de l'ouvrage est bien documenté, écrit dans un style clair et suffisamment nuancé, même lorsque les partis pris de l'auteur sont évidents, pour donner envie au lecteur d'aller plus loin et d'explorer ces divers enjeux qui sont loin de faire consensus, tant en milieu universitaire que dans l'ensemble de la société. Par ailleurs, tout en gardant le Québec au centre de son analyse, l'auteur compare systématiquement les questions qu'il aborde, en relation avec la situation qui prévaut au Canada, ce qui lui permet de mettre en relief plusieurs mythes. Cette démystification s'avère particulièrement intéressante dans le contexte québécois actuel où une dichotomie simpliste opposant l'intégration «à la québécoise» et le multiculturalisme folklorique et ghettoïsant «à la canadienne» tient souvent lieu de réflexion critique.

Malgré notre évaluation globale et positive d'un ouvrage pertinent comme première initiation à un phénomène complexe, *Les minorités au Québec* nous apparaît toutefois présenter des faiblesses sur le plan scientifique qui doivent être signalées aux étudiants ou membres du grand public à qui le livre serait recommandé.

Notre première réserve porte sur le cadre conceptuel de l'auteur. Il est trop exclusivement axé sur une conception juridique et démographique des minorités et sur une vision essentialiste des rapports entre culture et ethnicité. D'une part, la perspective sociologique qui permet généralement de distinguer les minorités en fonction de leur accès différentiel au pouvoir et de leur rapport historique à l'État national est largement ignorée par l'auteur. Ceci l'amène, par exemple, à s'étonner que l'on ait pu parler des femmes comme d'une minorité (puisque, selon ses propres termes, elles sont démographiquement majoritaires) ou à confondre les minorités nationales et les minorités d'origine immigrante, alors même que l'on reconnaît généralement que seules les premières bénéficient de droits collectifs, notamment sur le plan du

soutien de l'État à leur complétude institutionnelle. D'autre part, les perspectives critiques sur le dynamisme et la complexité de réalités comme la culture, l'identité, l'appartenance et la fluctuation des frontières interethniques dans des sociétés postmodernes en large processus de métissage sont presque complètement absentes, ce qui marque l'ouvrage d'un certain culturalisme aujourd'hui remis en question.

Notre seconde réserve porte sur l'incapacité de l'auteur de dépasser, en dernière instance, l'opposition dichotomique entre multiculturalisme et intégration, qu'à l'inverse de certains nationalistes québécois, il résout en privilégiant le premier terme de l'antinomie. Cette position, qu'il a légitimement le droit de défendre, l'amène toutefois - ce qui est nettement plus problématique sur le plan de la rigueur - à des simplifications indues et des biais importants dans son analyse des politiques du Québec en matière d'intégration et de relations interethniques. Il nous est impossible de relever ici l'ensemble des limites du chapitre V à cet égard. Précisons, toutefois, que cette présentation stéréotypée découle de deux processus : d'une part, une réduction dans le temps qui amène l'auteur à négliger une évolution de plus de vingt ans dans ce domaine au Québec en assimilant, par exemple, le récent *Énoncé de politique en matière d'intégration et d'immigration* à la thèse de la «convergence culturelle»; d'autre part, une réduction dans la complexité qui l'incite à privilégier indûment, dans son analyse des politiques québécoises, les orientations et les mesures portant sur l'intégration linguistique ou l'adaptation des nouveaux arrivants aux dépens des volets relatifs à la participation des minorités de plus longue date et aux relations intercommunautaires, deux domaines où les actions des gouvernements fédéral et québécois sont pourtant très similaires.

C'est ainsi que le «contrat moral», une position dont le caractère novateur - plus évident encore aujourd'hui dans le Canada de l'après «Bissoondath» que lors de la parution de l'Énoncé - réside dans sa tentative de proposer un équilibre entre le respect du pluralisme et la nécessité d'un cadre démocratique commun garant, entre autres, du respect des

droits de la personne, est réduit à l'expression des «attentes» de la société d'accueil à l'égard des immigrants. De même, on peut se demander quelles associations représentatives ou quelles recherches l'auteur a consultées afin d'être en mesure d'affirmer que les minorités de plus longue date ne s'identifient pas à la position québécoise en matière de relations intercommunautaires (le cas de la communauté juive illustrerait largement le contraire, du moins au niveau de leadership). Le moins que l'on aurait pu attendre de l'auteur, c'est qu'il nous cite, le cas échéant, ses sources ou, sinon, qu'il nous précise qu'il ne s'agit là que de son opinion personnelle.

Finalement, dans un autre ordre d'idées, on peut regretter que l'excellente analyse de l'histoire de l'éducation des minorités au Québec, que l'on retrouve au chapitre IV, ne soit suivie que d'affirmations banales et non étayées sur l'état actuel de la situation de l'intégration des élèves d'origine immigrante à l'école québécoise. Cette partie du livre ne rend pas justice, en effet, ni à l'engagement récent du ministère, des commissions scolaires, écoles, syndicats d'enseignants et organismes communautaires en milieu scolaire pluriethnique, ni à la qualité de la recherche actuelle en sciences de l'éducation dans ce domaine.

Marie McAndrew
Université de Montréal